



MARCHÉ N° M 1177/2025

**Fourniture, livraison et installation de matériels de stockage et de
manutention**

Lot 1 - Site Bercy – Rayonnages mobiles (75012)

Lot 2 – Site Ampère – Rayonnages mobiles (78180)

Lot 3 – Site Chénue – Rayonnages mobiles (75018)

Lot 4 – Site Chénue – Râteliers à Tableaux (75018)

**Cahier des Clauses Particulières
(Commun à tous les lots)**

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. OBJET ET CONSISTANCE DU MARCHE	3
1.2. INTERVENANTS	5
1.3.1. <i>Maitrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage</i>	5
1.3.2. <i>Entreprise utilisatrice</i>	5
1.3.3. <i>Entreprise extérieure</i>	5
1.3.4. <i>Responsable hygiène et sécurité</i>	5
1.3.5. <i>Sous-traitance</i>	5
1.3. - ETENDUE DU MARCHE	6
1.4. - DECISION DE POURSUIVRE	6
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 – PRIX ET REGLEMENTS	7
3.1. CONTENU DES PRIX	7
3.2. REGIME DES PRIX	8
3.5. MODALITES DE REGLEMENT	8
3.5.1 <i>Rémunération du titulaire</i>	8
3.5.2 <i>Avance</i>	8
3.5.3 <i>Retenue de garantie</i>	8
3.6. DELAIS DE PAIEMENT	9
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
4.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	9
4.2. MESURES DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	9
4.3. OBLIGATIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	9
ARTICLE 5. PRESCRIPTIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE	11
ARTICLE 6 – PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	12
ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION	13
ARTICLE 8 – PENALITES	13
8.1 - PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.3 - PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS	13
8.4. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	13
ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX	14
9.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
9.2. QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
9.3. VERIFICATION QUALITATIVE DES PRODUITS	14
ARTICLE 10 – RECEPTION	15
ARTICLE 11 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES	16
ARTICLE 12 – GARANTIES	16
12.1. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	16
12.2. GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	17
12.3. GARANTIE DECENNALE	17
12.4. PROLONGATION DU DELAI DE GARANTIE	17
ARTICLE 13– MISE EN DEMEURE, RESILIATION	17
13.1. RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	17
13.2. RESILIATION POUR FAUTE	18
13.3. RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL	18
ARTICLE 14- LITIGES	19

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet et consistance du marché

Afin d'optimiser ses espaces sur trois sites différents, la **Cinémathèque française** souhaite la fourniture, l'installation de rayonnages mobiles et de matériels de stockage d'œuvres patrimoniales suivant plans en annexes et visite sur site.

Rayonnages pour archives administratives en ce qui concerne le **lot 1**, collections films en ce qui concerne le **lot 2** et œuvres patrimoniales en ce qui concerne le **lot 3** et le râtelier à tableau qui est l'objet du **lot 4**.

Descriptifs des travaux souhaités :

- Etude et proposition d'aménagement sur plan dans l'offre des candidats (plusieurs propositions possibles suivant surfaces disponibles).
- Fourniture et mise en œuvre du matériel nécessaire.
- Réglages définitifs pour un parfait fonctionnement

Lot 1 et visible sur les photographies de l'annexe 1 :

Le titulaire prendra à sa charge le retrait et la mise en déchetterie des étagères une fois vidées.

Lot 2 :

Un linéaire minimum de 150m est imposé.

Lot 3 :

La demande concerne l'optimisation d'une zone de stockage d'œuvres patrimoniales représentant 50 m². Il s'agira de proposer des stockages pour des œuvres stockées en boîtes et des œuvres encadrées, prenant en compte la réaffectation de matériels existants et de permettre l'acquisition de meubles à plans permettant l'accroissement des collections.

Œuvres stockées actuellement :

- Dessins originaux toutes techniques graphiques stockés en pochette mylar ou papier barrière à plat dans des meubles à plans de taille A0, A1
- Dessins, photos, calques stockés dans des meubles très grands formats.
- Œuvres plastiques et œuvres encadrées stockées verticalement (de petites tailles)
- Œuvres stockées dans des boîtes à plat.
- Œuvres stockées roulées dans des boîtes au format non-standardisé
- Celluloïds stockés en boîtes à plat

Besoin

- En priorité 1, le besoin concerne les œuvres stockées en boîtes représentant environ 250 mètres linéaires, et les œuvres encadrées représentant environ 10 mètres linéaires.
En outre, la proposition devra prendre en compte la réaffectation sur roulants de 4 colonnes comportant 4 meubles à plans A0 stockés dans une autre partie de la réserve.

- En priorité 2, en fonction du budget, le besoin est d'acquérir de nouveaux rayonnages et meubles à plans permettant l'accroissement des collections.

1 - Type de rayonnage souhaité :

- Rayonnage profondeur 80 cm ou 40 cm,
- Largeur en fonction de la proposition (privilégier 120 cm) entre 80 et 125 cm,
- Hauteur entre 225 et 260 cm
- Tablettes pleines galvanisées,
- Peinture époxy
- Extrémités des épis en métal
- Tablettes de couvertures en métal
- Tablettes réglables en hauteur par travées
- Parois pleines en extrémités et ouvertes en intermédiaire
- Si possible, quelques travées doivent être traversantes (sans blocages par des X de renfort) de façon à installer des contenants en profondeur totale

Spécificités :

Rayonnages pour boîtes à plat :

- Niveaux de pose : 10 niveaux

Rayonnages pour stockage vertical œuvres plastiques petit format

- Niveaux de pose : 4 niveaux

Toute autre suggestion d'optimisation sera bienvenue et étudiée.

2 - Type de meubles à plans souhaités A0 ou A1

Structure en tôle d'acier peint époxy
Hauteur utile d'un tiroir : 5.5 cm
Charge maximale par tiroir : 30 kg
Serrure de verrouillage des tiroirs
Possibilité de superposer au moins trois blocs

Lot 4 :

La demande concerne l'installation d'un Système de rangement modulaire pour tableaux et réserves de musée (râtelier, rack à tableaux) permettant le stockage vertical d'œuvres plastiques de grandes tailles actuellement stockées sur des chariots roulants.

Cette installation représenterait environ 3m². (Surface de 1.50 m maximum de profondeur, 2 m maximum de longueur et au moins 1,90 m de hauteur).

Le dispositif doit permettre une grande facilité de sortie et d'entrée des œuvres.

Liste des travaux non exhaustive, les candidats indiqueront dans leurs offres toutes remarques ou subjections permettant l'optimisation du projet.

Une fois retenu, le ou les titulaires du marché s'assureront de vérifier l'exactitude des différentes cotes et encombrement des volumes (réseaux **notamment pour le lot 1**) des trois lots avant plans d'implantation définitifs.

Le titulaire fera son affaire de la protection des zones de travail à proximité (polyane ou autre), la mise en déchetterie, la location éventuelle d'une benne (+ déclaration d'occupation du domaine public et frais éventuels).

Les moyens d'accès seront prévus par les candidats.

La **CINEMATHEQUE** ne dispose pas d'un volume disponible pour des vestiaires, WC et zone de repas accessibles aux sociétés.

Début des travaux :

Pour le **lot 1**, aucune limite de temps et de périodicité, nécessité de prévoir en amont afin que la **CINEMATHEQUE** puisse s'organiser pour libérer la zone de ses archives
Pour le **lot 2**, site prochainement en travaux pour aménagement, l'installation ne pourra se faire avant le début du second trimestre 2026, sans réelle visibilité actuellement.
Pour les **lots 3 et 4**, installation souhaitée avant la fin d'année.

Accès :

Aucune contrainte pour les **lots 2 3 & 4**, le bâtiment des lots 3 et 4 étant déjà équipé du même type de matériel, le lot 2 accessible directement du RDC.

Le lot 1 est situé en sous-sol, troisième niveau, le matériel devra être acheminé par le parking, hauteur d'accès de **1.95m** et une rampe avec forte déclivité, à prendre en compte par les candidats (accès par chariot élévateur possible, déjà réalisé).

1.2. Intervenants

1.3.1. Maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage

La Cinémathèque française assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sur ce projet.

1.3.2. Entreprise utilisatrice

L'entreprise utilisatrice au sens du décret n°92-158 du 20 février 1992 est la Cinémathèque française.

1.3.3. Entreprise extérieure

L'entreprise extérieure au sens du décret n°92-158 du 20 février 1992 est le titulaire du présent marché.

1.3.4. Responsable hygiène et sécurité

Le responsable hygiène et sécurité est la personne désignée par la Cinémathèque française en raison de sa compétence. Il peut intervenir en tant que de besoin dans le cadre de sa mission, pour constater que les mesures de prévention décidées dans le cadre du plan de prévention sont appliquées.

1.3.5. Sous-traitance

Le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Cinémathèque française et de l'agrément par elle des conditions de paiement.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché

1.3. - Etendue du marché

Le titulaire déclare être parfaitement informé des obligations résultant du marché et connaître parfaitement l'étendue et la nature de ses obligations.

Le titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail.

A cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents particuliers du marché fournis par le représentant du pouvoir adjudicateur, il doit le signaler immédiatement par écrit à ce dernier et ce même durant la période de consultation du marché.

En conséquence, il assume toutes les obligations techniques, juridiques et administratives résultant du marché, notamment en ce qui concerne les contraintes liées aux conditions d'exécution.

Il exécute tous les travaux de sa spécialité, même si ceux-ci ont été omis ou insuffisamment décrits dans les documents contractuels.

Il est tenu à une obligation de résultat et à une obligation de conseil et d'information envers la Cinémathèque française. A ce titre, il doit, notamment communiquer par écrit toutes observations sur tous les documents qui sont portés à sa connaissance et tous les éléments susceptibles d'avoir une incidence sur la bonne exécution du marché.

Le titulaire du marché fera son affaire de l'approvisionnement des matériaux. Les déchets divers seront ensachés et évacués par le titulaire du marché.

Un nettoyage de fin de chantier sera réalisé par le titulaire du marché.

La Cinémathèque française mettra à disposition les fluides nécessaires à la réalisation de ce marché.

Un D.O.E. de l'ensemble sera remis lors de la réception des travaux.

1.4. – Décision de poursuivre

Après validation de la Cinémathèque française, les travaux supplémentaires rendus nécessaires à l'achèvement de l'opération pourront faire l'objet d'une décision de poursuivre de la part du maître d'ouvrage notifiée au Titulaire.

Lors de la présentation du décompte final, les ou la décision(s) de poursuivre feront l'objet d'un avenant au marché concerné. Il ne pourra dépasser 15% du montant total initial du marché.

1.5 – Lieu d'exécution

La Cinémathèque française

- Lot 1, 51 rue de Bercy – 75012 PARIS.
- Lot 2, 10 avenue AMPERE – 78180 Montigny le Bretonneux
- Lot 3 et 4, 215 Rue d'Aubervilliers, 75018 Paris

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du présent marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- La décomposition du Prix Global et forfaitaire ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;
- Le mémoire technique du candidat ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Un devis détaillé sera remis dans l'offre du candidat.

Les installations seront notamment réalisées conformément :

- Aux publications de l'UTE,
- Aux normes DTU correspondantes,
- Aux décrets, arrêtés et circulaires concernant l'équipement et la sécurité dans les bâtiments et locaux concernés.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 3 – PRIX ET REGLEMENTS

3.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

En aucun cas le titulaire ne pourra arguer d'imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions du CCP pour justifier une demande de supplément.

Le prix figurant à l'acte d'engagement est réputé comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- la fourniture, le déplacement, la main d'œuvre, la dépose et la pose y compris l'ajustement de tous les ouvrages fournis,
- les dispositifs de sécurité, de signalisation, d'éclairage et échafaudage si nécessaires, tels qu'ils sont imposés par la réglementation en vigueur,
- les frais d'assurances et d'accidents,
- les protections et le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux ainsi que l'enlèvement et l'élimination de tous les déchets et gravats résultant des travaux.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Les consommations courantes d'eau et d'électricité sont prises en charge par la Cinémathèque française dans la limite d'une exécution conforme aux travaux définis au présent marché.

3.2. Régime des prix

Le prix est ferme et définitif.

Toutefois, ceux-ci sont actualisables si un délai supérieur à **trois mois** s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (appelé M_0) et la date de l'acte du début d'exécution des prestations.

L'actualisation sera effectuée par application au prix initial du marché d'un coefficient d'actualisation « C » donnée par la formule suivante :

$$C = I_{m-3} / I_0$$

Formule dans laquelle :

- I_0 correspond à l'indice de référence au mois M_0
- I_{m-3} correspond à l'indice de référence au mois antérieur de 3 mois au mois "M" de notification du marché.

Indice de référence : Index général du bâtiment (BT01) (Identifiant Insee : 001710986)

Le prix révisé est arrêté et arrondi au millième supérieur.

3.5. Modalités de règlement

3.5.1 Rémunération du titulaire

Le règlement est effectué sur présentation d'un décompte final après service fait.
Le prix est dû lorsque la totalité des prestations auxquelles il se rapporte a été exécuté.

3.5.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue est effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

L'avance ne peut être versée qu'après constitution de la garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur la facture finale du Titulaire après service fait.

3.5.3 Retenue de garantie

Le marché prévoit une retenue de garantie qui peut être remplacée par une garantie à première demande. La Cinémathèque française s'oppose à la substitution de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie s'élève à 5% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie sera remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie (conformément article « garanties » du CCP).

3.6. Délais de paiement

Le délai de paiement des sommes dues ne peut dépasser trente jours à compter de la date d'émission de la facture.

A défaut de paiement dans ce délai, sauf suspension de droit, le titulaire pourra prétendre au versement d'intérêts moratoires dont le taux est fixé à deux fois le taux d'intérêt légal.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1. Obligation de confidentialité

Le titulaire, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, de la Cinémathèque française, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

4.2. Mesures de sécurité et de protection de la santé

Les mesures et dispositions fixées par le code du travail en matière de sécurité et de protection de la santé font l'objet des plans qui y sont énoncés, notamment en application des sections 2, 4 et 18 du chapitre L. 4532 ou de l'article R. 4512-7 de ce code, ainsi que des dispositions de prévention des risques dus à l'amiante.

Ces plans, lorsque leur établissement est de la responsabilité du titulaire, sont communiqués au représentant de la Cinémathèque française. L'absence de remise de ces plans fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

4.3. Obligations relatives au travail dissimulé

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations et /ou travaux nécessaires à l'exécution des marchés passés dans le cadre du présent marché public seront effectués par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L1221-10 à L1221-18 du Code du Travail. Cette attestation devra être renouvelée tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

S'agissant des titulaires établis en France, le titulaire s'engage à communiquer à la personne responsable du marché public, avant la notification du marché public et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents visés à l'article D8222-5 du code du travail à savoir :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois,
- Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

S'agissant des titulaires établis ou domiciliés à l'étranger, si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il remettra avant la notification du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ; si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois.

Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel,
- pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R3243-1, ou de documents équivalents.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire du marché s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne responsable du marché et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article R324-4 du code du travail, a recours au travail dissimulé, la personne responsable du marché se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par la personne responsable du marché et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, la personne responsable du marché pourra décider de prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 5. PRESCRIPTIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire ainsi que ses éventuels cotraitants et sous-traitants s'attachera à minimiser l'impact de son chantier sur l'environnement, et particulièrement dans les domaines suivants :

- la gestion des déchets de chantier,
- la réduction des nuisances générées par le chantier,
- la protection du personnel et des publics

Le titulaire devra en outre garantir la sécurité et la protection de son personnel sur le chantier.

5.1. Gestion des déchets

En accord avec la réglementation en vigueur rappelée ci-dessous, le titulaire s'engage à respecter la réglementation française en matière de réduction des nuisances pour les déchets (liste non exhaustive) :

- Décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets,
- Circulaire du ministère de l'Environnement du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics,
- Règles de sécurité et code de l'environnement du ministère du travail,
- Loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination et la récupération des déchets,
- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et installations classées pour la protection de l'environnement,
- Décrets n°92-377 du 1^{er} avril 1992 et n°94609 du 13 juillet 1994 sur les emballages.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation française en matière de réduction des nuisances pour les déchets.

Le titulaire devra réaliser une estimation quantitative et qualitative des déchets qui seront générés sur le chantier par son activité en vue de réduire la production de déchets. Le titulaire devra fournir l'estimation du pourcentage de perte au moment de la mise en œuvre en poids et en volume selon les familles et la nature des déchets (DI, DIB, DIS).

Les DIB, emballages et DIS devront être triés séparément.

Les déchets des candidats produisant plus de 1 100 litres d'emballages par semaine devront être stockés dans des conditions propres à favoriser leur valorisation ultérieure.

La classification des déchets est la suivante :

Déchets inertes (DI) : pierres, terres, matériaux de terrassement, béton, céramique, terre cuite, verre, laine de verre, plâtre, asphalte, bitume...

Déchets industriels banals (DIB) : bois non traité, métaux, plastiques, polystyrène, peinture à l'eau, déchets mélangés (notamment avec du plâtre), déchets de nettoyage...

Déchets industriels spéciaux (DIS) ou déchets dangereux : présence de métaux lourds, hydrocarbures, sols contaminés, bois traités, peintures, solvants, vernis, goudrons, suies, huiles, traitements chimiques, agents de fixation, amiante-ciment... cartons, palettes, emballages, pinceaux et chiffons souillés.

Déchets d'emballage : DIB soumis à des objectifs stricts de valorisation : palettes en bois. Emballages en plastiques, en papier, en carton ou métalliques. Tous non souillés.

5.2 – Protection du personnel et des publics

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Le titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

A ce titre, le Titulaire met en place les mesures nécessaires afin de limiter l'émission de poussière et d'odeur en cours de chantier.

ARTICLE 6 – PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

Le titulaire garantit le représentant de la Cinémathèque française contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché.

Il appartient au titulaire d'obtenir à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires.

Le représentant de la Cinémathèque française a le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Date prévisionnelle à déterminer.

Les candidats remettront dans leur offre un planning détaillé (temps) de l'intervention estimée. **L'ordre de service fourni par la Cinémathèque déterminera le début des travaux, à cette occasion les deux parties s'accorderont sur un nouveau calendrier qui reprendra les délais prévus par le candidat.**

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire et soumis à l'acceptation de la Cinémathèque française.

Le calendrier détaillé d'exécution indique :

- ♦ Les périodes d'études et les dates de présentation de plans d'exécution et notes de calcul,
- ♦ La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du Titulaire sur le chantier.

Au cours du chantier et en accord avec le Titulaire, le calendrier peut être modifié.

Le calendrier d'exécution modifié deviendra une pièce contractuelle en substitution du calendrier d'exécution initial.

ARTICLE 8 – PENALITES

Le titulaire encourt les pénalités prévues au présent article.

8.1 - Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, le titulaire encourt par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux comparativement au calendrier détaillé d'exécution une pénalité de 200 € HT par jour de retard.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Au cas où ce retard serait rattrapé totalement en cours ou en fin d'exécution, les pénalités lui seraient restituées.

8.3 - Pénalités en cas de retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise des documents nécessaires à l'exécution des ouvrages, le titulaire encourt des pénalités s'élevant à 50 € HT par jour calendaire de retard sur les sommes dues au titulaire.

En cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, le titulaire encourt des pénalités s'élevant à 100 € HT par jour calendaire de retard.

8.4. Exécution aux frais et risques

Dix jours ouvrés après une mise en demeure restée infructueuse, une commande de substitution pourra être passée par la Cinémathèque française à un autre entrepreneur,

aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant, sans préjudice de l'application des pénalités énumérées ci-dessus, ni de la résiliation du marché.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

9.1. Provenance des matériaux et produits

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

9.2. Qualité des matériaux et produits

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois au premier jour du mois d'établissement, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

9.3. Vérification qualitative des produits

Les matériaux, produits et composants de construction sont soumis, pour leur vérification qualitative, à des essais et épreuves conformément aux stipulations du marché ou des normes applicables.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du marché peut être établie :

- par une attestation délivrée par un organisme établi dans l'Espace économique européen et accrédité selon les normes NF EN ISO/CEI 17025 et NF EN 45011 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord européen multilatéral pertinent pris dans le cadre de European co-operation for Accreditation (EA), coordination européenne des organismes d'accréditation ;
- par les essais et épreuves que définit le marché, notamment par référence aux normes, tant en ce qui concerne la nature des essais que leur fréquence et les résultats exigés.

A défaut d'indication, dans le marché ou dans les normes, des modes opératoires à utiliser, ceux-ci font l'objet de propositions du titulaire soumises à l'acceptation du maître d'œuvre. Tous les essais entrepris, seront en totalité à la charge du titulaire.

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

ARTICLE 10 – RECEPTION

10.1. Réception

Une seule réception est prévue pour l'opération.

Les modalités de réception sont les suivantes :

1. Le titulaire informe la Direction des Bâtiments et de la Sécurité (DBS) et la direction de la conservation (DC) de la date d'achèvement des travaux (conformément au calendrier d'exécution des travaux)
2. Dans un délai maximal de 10 jours ouvrés à compter de l'information sur la date d'achèvement des travaux, la DBS/DC et le titulaire procèdent aux opérations préalables à la réception (OPR) des ouvrages qui comportent :
 - a. la reconnaissance des ouvrages exécutés,
 - b. la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues,
 - c. la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
 - d. la constatation du repliement des installations et de la remise en état des lieux,
 - e. les constatations relatives à l'achèvement des prestations.

A l'issue des OPR, le représentant de la Cinémathèque française dresse un procès-verbal.

- Si les opérations préalables à la réception sont concluantes, le représentant de la Cinémathèque française prononce la réception des travaux dans un délai de 10 jours ouvrés maximal à compter de la date des OPR et le mentionne sur le procès-verbal. A noter que la réception peut être prononcée immédiatement à l'issue d'OPR concluantes.

- Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du CCP, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la Cinémathèque française peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction des prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée.

- Si au vu des opérations préalables et des mentions indiquées au marché, la réalisation des travaux n'est pas satisfaisante, la réception ne peut être prononcée et la date d'achèvement de travaux ne peut être fixée.

Le représentant de la Cinémathèque française indique sur le procès-verbal les raisons pour lesquelles la réception n'est pas prononcée.

Le titulaire doit achever les travaux dans les plus brefs délais et les pénalités prévues au point 1 de l'article « pénalités » courent automatiquement de plein droit, à partir d'établissement du procès-verbal ci-dessus mentionné.

Au cas où ces travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai de 20 jours ouvrés, la Cinémathèque française peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire.

10.2. Dossiers d'exécution

Dans un délai maximal d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des ouvrages, le Titulaire devra impérativement remettre le DOE et le DUIO complets et exacts à la Cinémathèque française.

Il appartient au titulaire de transmettre le DOE et le DUIO qui comprennent notamment :

- Les plans complets rendus conformes à l'exécution précisant, en particulier, les marques et types de tous les équipements et matériels installés avec la position

- exacte de tous les organes susceptibles d'être manœuvres en cours d'exploitation ; le nombre, les dimensions et la composition des portes posées ;
- La documentation technique des appareils installés faisant, en particulier, apparaître l'adresse du constructeur et de ses magasins où il est possible de s'approvisionner en pièces de rechange, les types et références du matériel, des ferrages et équipements, les consignes d'entretien et d'exploitation;
 - Une notice complète d'exploitation rappelant les différents points de consigne, précisant les manœuvres à effectuer, spécifiant la périodicité des visites d'entretien et donnant toutes informations nécessaires pour permettre une prise en charge de l'installation sans aléa ;
 - Les certificats de garantie originaux donnés par les constructeurs et agréments ;
 - Les schémas de fonctionnement le cas échéant ;
 - Les schémas électriques le cas échéant.

Dans le cas où des matériaux seraient remplacés par d'autres en cours de chantier, le Titulaire devra fournir les documents suivants :

- Les avis techniques en cours de validité des matériaux ou procédés mis en œuvre pour la réalisation de l'ouvrage.
- Les procès-verbaux d'essais au feu des matériaux.
- Les classements de réaction au feu des matériaux mis en œuvre.
- Les notices complètes d'exploitation et d'entretien.

Ces documents porteront visiblement l'indication "documents des ouvrages exécutés" (DOE) et DUIO "dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage".

ARTICLE 11 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant de la Cinémathèque française et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Cinémathèque française et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12 – GARANTIES

Plusieurs délais de garantie sont applicables au présent marché. Ils courent à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des ouvrages.

1. 12.1. Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les prestations de finition ou de reprise,
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux prestations confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées. ;

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par la Cinémathèque française ayant pour l'objet de remédier aux déficiences énoncés aux b et c ci-dessus ne sont à la charge du titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable. L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières.

Les sûretés (retenue de garantie ou garantie à première demande) seront levées à l'issue d'un délai maximal d'un mois à compter de l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, soit à compter de la réception.

2. 12.2. Garantie de bon fonctionnement

Conformément à la loi du 4 janvier 1978, il est appliqué au présent marché une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans à compter de la date d'effet de la réception.

L'existence de cette garantie n'a pas pour effet de retarder la libération des sûretés au-delà d'un délai d'un mois à compter de la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

3. 12.3. Garantie décennale

Conformément à l'article 1792 du code civil, il est fait application de la garantie décennale. Le titulaire est responsable pendant dix ans des dommages résultant de son intervention et qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou le rendent impropre à sa destination. Le point de départ de la garantie décennale est la réception de la construction par l'acheteur.

4. 12.4. Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des prestations énoncés au point 1 du présent article ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés dans le cas de vice de construction, le délai de garantie peut être prolongé par décision de la Cinémathèque française jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou aux frais et risques de ce dernier, après mise en demeure demeurée infructueuse.

ARTICLE 13– MISE EN DEMEURE, RESILIATION

13.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13.2. Résiliation pour faute

Le représentant de la Cinémathèque française peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Le titulaire a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions ;
- Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité ;
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le représentant de la Cinémathèque française informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

13.3. Résiliation pour motifs d'intérêt général

Lorsque le représentant de la Cinémathèque française résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 3 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité, dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois compté à partir de la notification de la décision de résiliation.

ARTICLE 14- LITIGES

En cas de litige, le Tribunal de justice de Paris sera seul compétent.